

Résumé d'évaluation

*Appui à la sécurité alimentaire des ménages (PASAM phases I et II)
Régions de Zinder et de Diffa (Gouré, Mainé -Soroa et Goudoumaria)*

Pays : **Niger**

Secteur : **Sécurité alimentaire**

Évaluateur : **Gaïa Développement**
Date de l'évaluation : **janvier 2017**

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CNE 1138 et CNE 3016

Montant : Subvention de 1,4 million d'euros pour chaque phase

Taux de décaissement : 100 %

Signature de la convention

de financement : décembre 2006 et octobre 2010

Date d'achèvement : mars 2010 et juin 2013

Durée : 6,5 ans



Objectifs

Pour la phase I :

1. **Sécuriser les sites stratégiques de production** (cuvettes et bas-fonds) par la fixation de dunes et la réalisation des pare-feu ;
2. **améliorer le revenu des ménages vulnérables** par des travaux de haute intensité en main-d'œuvre et la valorisation des espaces de production.

Pour la phase II :

1. **Préserver les ressources naturelles et intensifier les productions agrosylvopastorales ;**
2. **restaurer la base productive et augmenter la production agropastorale** tout en distribuant des revenus aux ménages les plus vulnérables de la région.

Réalisations attendues

- Protection des espaces stratégiques de production agrosylvopastorale contre l'ensablement ;
- protection des aires de pâturage et des forêts contre les feux de brousse ;
- augmentation du pouvoir d'achat des ménages vulnérables ;
- mise au point d'un dispositif communautaire de prévention et d'atténuation des crises alimentaires ;
- augmentation et diversification des productions agropastorales.

Contexte

En réponse à la **crise alimentaire de 2005**, un appel à propositions a été lancé par l'AFD.

Il a abouti à la sélection de ce projet porté par l'ONG KARKARA en partenariat avec Agronome Vétérinaire Sans Frontière (AVSF). L'approche se voulait en rupture avec les interventions à caractère humanitaire habituelles, basées sur des actions rapides et efficaces à court terme. Elle se plaçait résolument à la **jonction de l'urgence et du développement**, en proposant à la fois des **réponses immédiates**, tout en œuvrant au **renforcement durable des capacités de résilience des populations**.

Intervenants et mode opératoire

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Dispositif national de prévention et gestion des catastrophes et crises alimentaires (DNPGCCA).

La maîtrise d'ouvrage déléguée est assurée par l'ONG KARKARA.

Appréciation de la performance

Pertinence

Le projet répond à des besoins essentiels, à travers des actions de protection des moyens de subsistance des communautés locales. Il est cohérent avec

1. le cadre institutionnel de la sécurité alimentaire au Niger ;
2. l'action des autres intervenants, malgré un manque de complémentarité effective des interventions ;
3. la stratégie de l'AFD.

La logique d'intervention est appropriée et cohérente. Le taux de couverture est satisfaisant.

Efficacité

Globalement, les activités ont été réalisées conformément aux prévisions.

Le projet a permis :

1. de protéger les espaces stratégiques contre l'ensablement ;
2. de protéger les aires de pâturage et les forêts classées contre les feux ;
3. aux ménages vulnérables d'augmenter leur pouvoir d'achat et de mettre au point un outil communautaire de prévention et d'atténuation des crises alimentaires (mise en place de boutiques céréalières communautaires, bien qu'elles soient dans un état de délabrement avancé) ;
4. de diversifier les productions agropastorales et d'augmenter le rendement ;
5. de commencer à améliorer la coordination entre les niveaux national et local à travers l'assistance technique au DNPGCCA (composante qui a été cependant ensuite supprimée).

Efficience

L'efficience du modèle de gestion réside dans la simplicité des procédures. Le projet s'est déroulé dans le respect du calendrier et des occupations des populations locales, sans accuser de retard significatif sur la planification initiale. Il a su s'adapter aux évolutions et perturbations externes (dévaluation monétaire au Nigeria et conditions sécuritaires). Le système de suivi-évaluation est satisfaisant, mais est limité au niveau des activités et résultats, et ne permet pas d'apprécier précisément les impacts.

Impact

Le projet a provoqué des transformations notables : la stabilisation des dunes et la régénération du couvert végétal herbacé, le retour de la faune sauvage, l'augmentation du rendement des cultures dans et autour des cuvettes et bas-fonds, l'incidence monétaire, l'amélioration de la diversité alimentaire, etc.

Viabilité/durabilité

L'appropriation et la perception des résultats ont été facilitées par l'implication des bénéficiaires à la conception des projets et la concertation avec les autorités locales et les services techniques à chaque étape de la mise en œuvre. Le projet a bénéficié de la capitalisation de projets antérieurs. La durabilité reste fragile, notamment en raison du manque de capacités des Comités de gestion (COGES).

Valeur ajoutée de l'appui AFD

1. Le choix d'un opérateur très technique issu de la société civile ;
2. la fluidité des relations AFD/ONG-KARKARA et ONG-KARKARA/coordination du PASAM ;
3. le soutien depuis 2010 à un processus de développement et d'appui au changement qui permet de dépasser les limites de l'approche projet habituelle (approche « processus ») ;
4. l'apport d'un appui institutionnel visant à établir du lien entre le DNPGCCA et le projet, mais qui n'a pu être maintenu après la fin de portage de l'assistance technique par le projet.

Conclusions

et enseignements

Bilan globalement très positif. Les évaluateurs préconisent de :

1. Sur la stratégie d'intervention

- poursuivre l'appui au PASAM dans une logique processus ;
- prévoir une articulation et coordination entre le niveau national/stratégique (DNPGCCA, AFD) et local/opérationnel ;
- capitaliser sur l'expérience acquise par KARKARA et sa connaissance de la zone ;
- poursuivre l'éducation et la sensibilisation des bénéficiaires au regard de la citoyenneté et du développement durable.

2. Sur les modes opératoires :

- mettre en place un dispositif de suivi-évaluation des avancées du projet (effets et impacts) au regard d'une situation de référence et cohérent avec le DNPGCCA ;
- optimiser et renforcer les partenariats avec les acteurs locaux pour une meilleure implication, appropriation et pérennisation des résultats ;
- veiller à la coordination avec les autres intervenants ;
- poursuivre le renforcement des compétences des différents acteurs pour une meilleure appropriation des pratiques et pérennisation des résultats ;
- renforcer la professionnalisation des COGES.

3. Ajuster les choix techniques.